

LA CORÉE AUX CORÉENS

LA DÉFENSE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Suffren 62-31

C. C. P. Mlle Picard 5660-88 Paris

ASSASSINS

LES BOURGEOIS AVOUENT LEURS CRIMES

C'est la bourgeoisie elle-même qui avoue que la guerre qu'elle mène en Corée sous le drapeau de l'O.N.U. est une guerre de brigandage colonialiste.

Le général Roberts, Président de la Commission militaire américaine en Corée, déclarait, au cours d'une interview le 5 juin, au NEW-YORK HEROLD TRIBUNE: « En Corée, le contribuable américain a une armée qui est un excellent chien de garde pour les investissements placés par les Américains dans ce pays. »

Des précisions sont apportées par le presse

bourgeoise sur la nature de la république sud-coréenne à laquelle il fallait prêter « assistance ». Dans Le Monde du 5 août, on pouvait lire sous la signature de Roger Lévy: « Le général Hodge, débarqué en Corée le 7 septembre 1945, se refusait à reconnaître la République populaire proclamée la veille à Séoul... La République populaire dissoute, le général Hodge mettait sur pied une administration provisoire avec les officiers dont il disposait et les fonctionnaires japonais demeurés à leur poste... Le mécontentement des Coréens se manifestait d'une manière si vifement qu'au début de 1946, tous les Japonais, civils ou militaires (plus de 600.000), devaient être rapatriés. »

Le gouvernement américain s'adjugeait alors, pour organe administratif, une direction générale placée sous l'autorité d'un administrateur civil coréen et composée de vingt-deux services et bureaux...

Enfin, dans la zone sud, la police coréenne, faite d'environ trente mille hommes, ne cessait de jouer d'une certaine autonomie, dans laquelle se rendait indispensable pour réprimer des troubles sérieux, l'origine communiste. Aussi bien l'accusation « d'Etat policier » était-elle portée contre la zone américaine non seulement par le Radio de la

(Suite page 3)

LE KREMLIN LAISSE ÉCRASER LA CORÉE

Pour chasser les forces du colonialisme américain et détenir le saignant pouvoir de la bourgeoisie nationale et des grands propriétaires fonciers, le peuple coréen avait besoin de fusils, de canons, de chars, d'avions. Dans Le Monde du 24 août, Ch.-W. Cordday écrivait: « Le problème de l'aviation est certainement l'un des plus douloureux de la guerre pour le commandement nord-coréen. L'aviation américaine soigne à blanc les forces communistes, et cela pratiquement sans la moindre résistance ennemie. Pour que les Nord-Coréens puissent faire face avec efficacité aux avions alliés, il leur faudrait faire appel à Moscou, obtenir l'aide immédiate de l'U.R.S.S. »

Mais, et ce sont les bourgeois qui le disent: « Les Russes se sont systématiquement abstenus de fournir à leur satellite coréen les appareils qui lui auraient permis de jeter les Américains à la mer. » (Le Monde, 1^{er} octobre 1950.)

J. Alsop, reporter du New-York Herald Tribune, est encore plus clair, sur ce que le MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL A LE DROIT D'APPELER: LA TRAHISON DU KREMLIN. Il écrivait le 2 octobre dans ce journal: « Le Kremlin aurait pu, il y a longtemps, gagner la partie avec une mise beaucoup plus petite, s'il avait vraiment voulu la jouer. Mais il ne l'a pas fait. Il y a un peu plus de deux semaines, la situation dans la tête de pont dans le sud et dont Pusan était le port semblait devoir éclater de toutes parts à peu près tous les quinze jours. Dans chacune de ces crises successives, la plus petite intervention russe ou chinoise, qui aurait pu aisément être camouflée ou dissimulée, aurait fait pencher le plateau de la balance contre nous. Par exemple, nous disposions depuis longtemps d'une supériorité aérienne écrasante en Corée, mais nous n'avions jamais possédé le contrôle local du ciel au-dessus du champ de bataille. Les crises successives dans les combats en Corée ont toujours pris la forme d'un grand tour fait dans nos lignes, et elles étaient arrivées en y amenant nos réserves mobiles avant que l'ennemi marchant à pied puisse exploiter sa pénétration. Même deux chasseurs ennemis atterrissant nos interminables

lignes de transport sur les effrayantes routes coréennes en plein jour auraient suffi à produire un embouteillage de 24 heures. Les troupes dans nos lignes n'auraient pas pu être touchées à temps. Les pénétrations auraient été entièrement exploitées. Et nous aurions perdu notre tête de pont en Corée. »

Quant à l'aide que l'U.R.S.S. a apporté

DONNEZ LA PAROLE AUX OUVRIERS ils sauront briser l'offensive des patrons

BAISSE du pouvoir d'achat, atteinte aux libertés démocratiques, instauration d'une milice répressive; par tous les moyens, le grand capital et le gouvernement à sa solde poursuivent leur offensive contre les travailleurs. L'arme de leur réussite, c'est la division ouvrière. Que celle-ci subsiste et ils remporteront encore de multiples victoires. Mais en sera-t-il toujours ainsi? Non, probablement, car la classe ouvrière, marquée par les terribles expériences de 1947, 1948, 1949, manifeste de plus en plus sa volonté de réaliser son unité d'action.

Là est la grande peur des patrons et des gouvernants, qui savent que cette unité ébranlerait dangereusement le fragile équilibre du régime capitaliste déjà fortement touché par la lutte des peuples coloniaux.

Les dirigeants des centrales syndicales et des grands patrons ouvriers n'ont pu rester insensibles à la profonde aspiration de millions de prolétaires. Rompant — apparemment du moins — avec leur esprit de chapelle, ils se font maintenant les champions de l'unité d'action. Mais combien est contraire aux intérêts ouvriers « leur » unité d'action.

C'est ainsi que Force Ouvrière, louangée par le Parti Socialiste, a signé chez Renault un accord sur les salaires dont est exclue la C.G.T.

L'ORDRE règne à nouveau à Séoul, affirme la presse capitaliste, où Mac Arthur vient de réinstaller au cours d'une cérémonie presque théâtrale (« Le Monde » du 30 septembre) le « terrible vieillard » Syngman Rhee. Profitant de l'isolement complet des masses coréennes qui ont combattu pratiquement seules, trois mois durant, contre les forces coalisées de la réaction indigène et de l'impérialisme, les Américains ont pu enfin réoccuper la Corée du Sud et s'approprier « à libérer » la Corée tout entière. C'est en concentrant sur le front de la Corée des forces maritimes aériennes et même terrestres infiniment supérieures à celles dont disposaient les Coréens que cette victoire a été obtenue. Et cela, après qu'il ait été réalisée, par d'innombrables bombardements, la destruction quasi-totale de la puissance économique de la Corée.

La sauvergie de l'impérialisme en Corée, attisée par l'affolement que lui a inspiré au début le soulèvement impétueux des masses coréennes, s'inscrit dans les plus sombres pages de l'histoire du colonialisme: les masses encore opprimées de l'Asie et du monde ne l'oublieront pas facilement.

LES BUTS DE GUERRE DE L'IMPERIALISME

Les buts de guerre de l'impérialisme, camouflés sous le drapeau « noble » de l'O. N. U., sont apparus transparents dès que ses troupes ont pu venir à bout de la résistance héroïque des défenseurs de Séoul. Il s'agissait de réinstaller le régime féodal-capitaliste décrié et rendu aux impérialistes de Syngman Rhee dans la Corée du Sud et de l'étendre si possible à toute la Corée. Cet objectif est en particulier celui de l'impérialisme américain qui désire faire de la Corée tout entière une base supplémentaire qui renforcera ses positions au Japon et aux Philippines. Quant à la ligne du 38^e parallèle « violée » par les « agresseurs nord-coréens », l'unanimité est faite maintenant par les impérialistes et leurs porte-paroles pour considérer cette ligne comme « absurde et arbitraire », n'ayant jamais eu de « signification », « elle... elle... elle... » (l'unité de la Corée et du même coup ils dévoilent que leur « indignation » provoquée par « l'agression » de la Corée du Nord » n'était qu'un prétexte.

Il fallait bien une « Corée unie », mais une Corée unifiée sous le régime de Syngman Rhee et contrôlée par les impérialistes. Cette « solution », ils renforcent de l'imposer maintenant sur les cadavres des meilleurs fils de la Corée, sur les ruines fumantes de ses villes et villages, sur l'abolition de toutes les réformes et mesures qui avaient frappé le pouvoir économique et politique des féodaux capitalistes indigènes. Les coquins et les philistins qui, tout en en se réclamant de la classe ouvrière, optent à chaque tournant, sous prétexte de se distancer du stalinisme, pour l'impérialisme (feuille à la France-Tireur), ont maintenu qu'ils n'ont pas voulu exactement la victoire de Syngman Rhee. Mais quelle autre « libération » peuvent apporter à des pays coloniaux les baïonnettes de l'impérialisme et la majorité de l'O.N.U. à sa solde?

L'U.R.S.S. ET LA CORÉE

Quant à l'aide que l'U.R.S.S. a apporté

à la Corée, ces mêmes coquins et philistins n'auront plus de doute: les masses coréennes ont combattu dans un tragique isolement. Elles ont dû suppléer par leurs efforts inouïs, leur ténacité, leur masqué esprit de sacrifice à toute aide extérieure tant soit peu efficace. Les impérialistes tout maintenaient

la « sagesse » du Kremlin qui a su se tenir à l'écart, son « réalisme » qui a consisté à abandonner purement et simplement au massacre, partisans grecs et combattants coréens. Ils constatent, satisfaits, que « les Michel PAZLO. (Suite page 3).

A BAS LES 18 MOIS

DEUX propagandes rivales, celle du Pacte Atlantique et celle du Kremlin, conjuguent leurs efforts pour convaincre les peuples que la guerre mondiale peut éclater d'un moment à l'autre.

Chacun voudrait convaincre qu'il faut se ranger dans SON bloc en vue du grand massacre et que la lutte des classes est remplacée par la lutte entre les blocs.

Comme toujours, l'abandon de la lutte de classe ne sert que les possédants. Depuis six mois, les travailleurs socialistes ont fait l'expérience: leurs légitimes revendications furent sacrifiées à la campagne pour l'appel de Stockholm.

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement leurs salaires, mais leurs libertés et leur sécurité qui sont attaquées par le gouvernement, sous le même prétexte mensonger que la guerre serait imminente.

Les jeunes soldats sont condamnés à subir pendant six mois de plus, la tutelle avilissante des officiers chargés de faire du jeune travailleur un matricule sans cervelle. Six mois de rat-truic sans cervelle. Six mois de rat-truic sans cervelle, à la longue au rapport, aux yvées, à la longue au rapport, aux brimades des gradés. Six mois de rallonge pour quoi faire? Apprendre mieux le maniement des armes?

Allons donc! On a pris soin de nous avertir que le temps d'instruction active ne serait pas prolongé: manque de matériel, manque d'instructeurs. D'ailleurs, le service de six mois suffirait largement pour donner une ins-

truction militaire et technique cent fois plus effective que celle que l'on accorde, au compte-goutte, aux jeunes recrues.

L'augmentation du nombre des divisions d'active est un argument à peine plus sérieux, tant du point de vue des armements que de celui de la stratégie.

Le vrai motif: couper les jeunes travailleurs sous l'uniforme de leur classe plus longtemps pour mieux les utiliser comme briseurs de grèves ou comme troupes auxiliaires dans la lutte antiouvrière.

LA DEMOCRATIE POUR L'UNITE D'ACTION

Ce décret ultra-réactionnaire est un coup contre tous les travailleurs. Tous unis, par-dessus leurs différences d'opinions, ils doivent combattre pour faire échec aux 18 mois, pour empêcher le retour. COMME EN 1935, CONTRE LES DEUX ANS, il faut réaliser en 1950 le Front unique de classe contre les 18 mois et contre le rabiot.

Les méthodes antidémocratiques, bureaucratiques et sectaires des chefs stalinistes, la complexité des chefs socialistes avec la politique gouvernementale, rendent malaisée la réalisation du Front unique. Mais y renoncer équivalrait à capituler devant l'offensive antiouvrière de la bourgeoisie, à s'incliner devant la division artificielle selon les blocs, renoncer à tout espoir et à toute lutte. Aux travailleurs du rang d'en décider et d'agir; à eux d'imposer leur volonté d'unité et de démocratie pour l'action et dans l'action. Le Front unique démocratique contre les 18 mois peut être imposé par les jeunes qui ne veulent pas payer à la caserne les querelles des dirigeants inféodés aux blocs diplomatiques.

LA DEFENSE EN SURFACE = S.O.L.

Toujours sous le même prétexte de préparation à une guerre imminente, la bourgeoisie s'efforce de ressusciter le Service d'Ordre Légionnaire du ministre Pétain. Tel est le sens du décret Moch, instituant les GARDES TERRITORIALES chargées de la DEFENSE EN SURFACE. Ces bandes armées doivent être formées d'individus triés sur le volet et jouer le rôle d'une police supplétive. Le décret n'est rien d'autre qu'un ordre de mobilisation des anciens militaires, des S.O.L., des pétainistes, des anciens R.F.F. Monsieur le Socialiste Moch s'en remet à ces gens pour défendre le Droit, la République, la Civilisation déjà si énergiquement défendus par les fameux C.R.S...

On voit mal le rôle que pourrait jouer cette troupe de guerre civile dans l'hypothèse d'une guerre mondiale. En revanche, son rôle imminente est clair: assurer l'ordre bourgeois contre les revendications ouvrières, briser les grèves par le revolver et la matraque.

Le gouvernement renonce à son illégitime position d'autorité au-dessus des classes et des partis. Il apparaît réellement comme l'instrument des classes possédantes et cherche ouvertement l'alliance des formations les plus réactionnaires.

Voilà le dernier fruit amer de la division ouvrière. Le Front unique démocratique doit se réaliser pour chasser le gouvernement de préparation à la guerre civile et écraser dans l'œuf le néo-pétainisme. FAVRE.

M. MESTRE

CEUX QUI ONT VU LA VÉRITÉ EN YUGOSLAVIE LA DISENT : C'EST UN ÉTAT OÙ SE CONSTRUIT LE SOCIALISME C'EST LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Par milliers, des travailleurs de toutes opinions sont allés cet été en Yougoslavie. Originaires de tous les pays, ils ont vu de près la réalité yougoslave. Leur témoignage est unanime: la Yougoslavie n'est pas un pays fasciste, le pouvoir des capitalistes et celui des gros propriétaires fonciers a été détruit. La presse stalinienne a pu faire entendre quelques notes discordantes à l'aide de rares témoignages plus ou moins douteux. Mais plusieurs milliers de vœux unanimes ont dit le contraire. Les calomnieurs en sont encore une fois pour leurs frais.

Le reportage de plusieurs brigadistes membres du P.C.I. et la résolution adoptée par une délégation ouvrière que nous publions dans cette page révèlent qu'à la différence de ce qui se passe en U.R.S.S., c'est la classe ouvrière elle-même qui exerce le pouvoir en Yougoslavie. Des déformations bureaucratiques subsistent encore dans ce pays, mais elles sont combattues avec persévérance par le P.C.Y. En Yougoslavie, la dictature du prolétariat est une réalité vivante.

Un reportage de "LA VÉRITÉ"

Ce que des brigadistes du P.C.I. ont vu et entendu ...

ÉTAT POLICIER ?

Il suffit de se promener quelques heures dans une grande ville yougoslave pour comprendre que les récits rocambolesques de la presse réactionnaire et stalinienne au sujet du régime policier yougoslave sont faux. Régime policier? A Belgrade, nous avons vu un conducteur d'une charrette se disputer au milieu de la rue avec l'agent de la milice qui le houspillait pour infractions aux règlements de la circulation. Le conducteur en question n'avait nullement l'air intimidé devant le « druze » (camarade) policier, — comme n'avait pas l'air intimidé non plus un des innombrables gavroches belgradois qui, comme tout le monde, interpella l'agent de circulation du nom de camarade...

OU DICTATURE BUREAUCRATIQUE?

Mais peut-être s'agit-il d'une dictature « bureaucratique »? Quant nous avons interrogé les ouvriers de Rado Koutchar à Zagreb, d'Ivo Lora Ribar à Belgrade au sujet du pouvoir du directeur d'usine, ils parlaient d'un bon éclat de rire. « Ce pauvre type », nous disait un membre du Comité d'entreprise de l'usine de machines-outils Ivo Lora Ribar, « il gère la moitié d'un salaire d'ouvrier hautement qualifié. » Il est vrai que souvent s'ajoute à ce salaire une prime de fin d'année assez considérable, si l'usine dépasse les objectifs fixés par le plan. Mais répartie sur les douze mois de l'année, même cette prime est loin encore de

combler la différence de revenu entre le directeur et le P3.

A LA RECHERCHE DU CAPITALISME

Alors, c'est toujours le capitalisme qui règne en Yougoslavie, comme disent les uns, ou bien les impérialistes américains, s'appuyant sur les koulaks, y ont-ils encore le pouvoir, comme le dit la presse kominformiste? Les capitalistes, il faut les chercher à la loupe pour en décou-

vrir d'hier et d'aujourd'hui, contre les résidus des anciennes classes possédantes, contre les koulaks et contre les velléités autoritaires de certains fonctionnaires. Cet État est un État OUVRIER, s'engageant résolument sur la voie de la DEMOCRATIE SOCIALISTE.

Cette lutte contre les déformations bureaucratiques, nous en avons constaté de nombreuses manifestations, dans les usines comme dans l'appareil étatique, dans la presse comme



Brigadistes et militants de la J.P.Y. se retrouvent dans une même conférence

dans la vie de tous les jours. Les nouveaux Comités d'entreprise et Comités d'administration, démocratiquement élus par les travailleurs, prennent en main le contrôle ouvrier sur la production à tous les échelons de l'activité de l'entreprise, et préparent pour l'année prochaine le contrôle ouvrier sur les branches d'industrie toutes entières et leur planification. Déjà des Comités d'entreprise ont pu dans certains cas dissoudre des bureaux de normes et des bureaux du plan qui ne donnaient pas satisfaction aux travailleurs. Des usines, la démocratisation du régime passe dans tout l'appareil d'Etat. A Rigka, les membres d'un Comité populaire nous ont raconté avec fierté comment une Assemblée générale de membres du Front Populaire avait dissout le Comité Exécutif du Front Populaire quand celui-ci présentait une liste de candidats aux élections qui ne plût pas à la base. Les ouvriers sentent que la lutte pour la démocratisation — le bureaucratisme est l'ennemi principal du socialisme », c'est une inscription à la chaux que nous avions lu lors de nos tournées de travail pour la participation consciente et DIRIGEANTE à la gestion de l'économie et de l'Etat.

CONTRE LES KOULAKS ET LES SPECULATEURS

Quant aux koulaks et aux spéculateurs, ils existent effectivement, et leur poids dans l'agriculture est énorme, comme ce fut le cas en Russie soviétique entre 1923 et 1927. Profitant de la sécheresse qui s'est abîmée cette année sur la Yougoslavie et qui a créé pénurie de certains vivres, ils se sont efforcés de stocker le blé, ils ont refusé de remplir les quotas de livraisons obligatoires fixés par l'Etat, ils ont même quelquefois conduit les paysans pauvres à abattre leur bétail plutôt que de leur livrer le foin.

Mais ces koulaks et spéculateurs ne sont point « au pouvoir » dans la République Fédérative Populaire Yougoslave. L'Etat combat leurs agissements et défend les intérêts de la population laborieuse. Dans les grandes usines, des domaines agricoles étatiques sont mis à la disposition des travailleurs et garantis, sous l'administration des Comités d'entreprise, un ravitaillement privilégié aux ouvriers industriels. Dans les quartiers populaires, les Comités populaires interviennent pour faire baisser les prix sur le marché libre paysan, en facilitant aux coopératives agricoles l'ouverture de magasins coopératifs, comme dans le 7^e arrondissement de Belgrade où la hausse fut ainsi enrayerée avec succès. Et si les affaires interviennent pour faire baisser les prix sur le marché libre paysan, en facilitant aux coopératives agricoles l'ouverture de magasins coopératifs, comme dans le 7^e arrondissement de Belgrade où la hausse fut ainsi enrayerée avec succès.

UN ETAT OUVRIER

Voilà donc qu'en Yougoslavie, il y a encore un Etat, avec un gouvernement, une police et même des prisons. Mais cet Etat ne persécute pas les ouvriers grévistes, ni ceux qui osent critiquer le camarade Staline, ni ceux qui défendent les intérêts des travailleurs face aux bureaucrates. Non, cet Etat défend les intérêts des travailleurs contre les exploitateurs

Une délégation ouvrière témoigne

Le 4 août 1950 est partie en Yougoslavie une délégation ouvrière française. Cette délégation était composée d'ouvriers, d'employés, d'enseignants qui avaient été mandatés par un certain nombre de leurs camarades pour rapporter la vérité sur la lutte du peuple yougoslave. Dans cette délégation se trouvaient des militants comme Renard, Blondeau, Dherbecourt, ouvriers à la S.N.E.C.M.A.; Lescombe, ouvrier chez Sirague; Shorez, Duclumière, Clausy,

Rossilan, ouvriers chez Saurer; les instituteurs Plead et Jean Lambert, etc., etc.

Après deux et trois semaines de visite, les 24 camarades de cette délégation qui se sont bien souvent dissimulés, seuls, dans les usines et les chantiers yougoslaves, ont rapporté les premiers résultats de leurs investigations.

Nous donnons, pour information, à nos lecteurs le texte d'une résolution adoptée par ces camarades.

La délégation ouvrière française qui a séjourné en Yougoslavie dans la région de Rieka-Opattija et de Zagreb du 6 au 18 août 1950, a décidé de faire connaître le résultat des observations qu'elle a pu faire.

1^o La Yougoslavie n'est pas un pays fasciste. Contrairement aux allégations mensongères du Kominform, nulle part les membres de la délégation n'ont trouvé une atmosphère qui rappelle de près, ou de loin, l'atmosphère des pays fascistes.

En particulier la délégation, au cours de la visite de deux entreprises métallurgiques à Rieka et à Zagreb, a pu librement discuter seul à seul avec les ouvriers les moyens de production qu'ils exprimaient, dans l'ensemble, leur point de vue sur tous les sujets; que, d'autre part, le rythme du travail est tout à fait normal, compte tenu de la qualification professionnelle généralement très limitée des ouvriers yougoslaves; que, enfin, les rapports entre ouvriers et cadres (directeur, ingénieurs) étaient extrêmement cordiaux.

Loin de trouver en Yougoslavie, comme l'affirment les kominformistes, un pays fasciste, la délégation ouvrière française y a trouvé un pays où le régime capitaliste a été aboli, et qui construit un régime socialiste au milieu des pires difficultés.

Le caractère socialiste du régime est apparu particulièrement:

- a) dans la suppression de la propriété privée des moyens de production industrielle, de la plus grande partie de la propriété bâtie (hôtels...), des moyens de transports;
- b) dans l'existence de Comités populaires, organes de l'Etat yougoslave;
- c) dans le fonctionnement autonome des différentes républiques, gage de la nature réellement fédérative de l'Etat yougoslave;
- d) dans le développement librement consenti des collectivités agricoles avec le soutien actif de l'Etat yougoslave;
- e) dans l'échelle des salaires qui favorise les ouvriers productifs aux dépens des autres éléments de la population (direction, cadres, fonctionnaires, responsables politiques et syndicaux...);
- f) dans la gestion des entreprises où les conseils ouvriers en voie d'installation et le syndicat jouent un rôle important de contrôle (établissement des normes, salaires et conditions de travail, gestion des œuvres sociales, etc..);

De même, le pays souffre de grandes difficultés dans son équipement industriel; la complexité et le lourdeur de l'organisation yougoslave due à une certaine pléthore bureaucratique. Elle a constaté, également, une certaine insuffisance de vie politique et de discussion dans les organismes politiques et syndicaux de base.

Enfin, elle a rencontré une assez générale incompréhension du problème ouvrier par la direction et de son importance pour l'évolution de la Yougoslavie, vers le socialisme; beaucoup de militants syndicaux et politiques sont uniquement orientés vers la réalisation des tâches intérieures et persuadés que la Yougoslavie seule peut vaincre les ennemis.

LA MAIN DANS LE SAC

L'Humanité du 22 septembre publie, sous la signature de deux jeunes ouvriers de chez Renault ayant séjourné en Yougoslavie, une lettre contenant un certain nombre de contre-vérités flagrantes. Maurice Amonat, dans un communiqué, a ajouté encore quelques bons gros mensonges et révélé que les jeunes qui sont allés en Yougoslavie se laissent en

général pour ne pas avoir à dire qu'ils ont vu un pays fasciste.

On lira ci-dessous la lettre d'un de ces deux jeunes ouvriers qui, malgré ce qu'on lui a fait dire, est loin d'être persécuté d'avoir vu un pays fasciste en Yougoslavie. M. Amonat est pris la main dans le sac.

A DANIEL RENARD

Je soussigné, Bellour Pierre, déclare que: 1^o L'article intitulé « Voilà ce qu'est le régime de Tito, un régime de police », paru dans l'« Humanité » du 22 septembre 1950, n'a pas été écrit par moi, bien que l'ayant signé. 2^o Que le sens de cet article déforme ma pensée dans la mesure où il affirme que le régime yougoslave est un régime fasciste alors que, pour moi, il n'est ni fasciste ni socialiste. 3^o Que je n'ai jamais dit avoir été entraîné par une propagande mensongère. 4^o Que je ne suis pas du tout sûr que les internés dans ces camps ne soient pas des bourgeois, étant donné que j'en ai pas visité ces camps. 5^o Qu'aucune propagande n'a été faite pour nous imposer une opinion « a priori ».

6^o Que nous n'avons pas demandé au délégué yougoslave les raisons de son départ de Yougoslavie.

7^o Ni dans leurs propos, ni dans leur attitude, les dirigeants de la brigade, qu'ils soient trotskystes ou non, nous ont permis de dire qu'ils allaient livrer le délégué yougoslave à la police. Quant à moi, ne me basant sur aucun fait ou parole concret, je suppose que les dirigeants, trotskystes ou non, de la brigade avaient certainement envie de le faire livrer à la police.

8^o Il n'y a pas eu de volonté délibérée de la part de nos dirigeants vous empêcher de visiter les camps.

Paris, le 27 septembre 1950.

Signé: BELLOUR Pierre.

3^o La délégation française a été frappée par la complexité et le lourdeur de l'organisation yougoslave due à une certaine pléthore bureaucratique. Elle a constaté, également, une certaine insuffisance de vie politique et de discussion dans les organismes politiques et syndicaux de base.

Enfin, elle a rencontré une assez générale incompréhension du problème ouvrier par la direction et de son importance pour l'évolution de la Yougoslavie, vers le socialisme; beaucoup de militants syndicaux et politiques sont uniquement orientés vers la réalisation des tâches intérieures et persuadés que la Yougoslavie seule peut vaincre les ennemis.

Néanmoins, la délégation a constaté une certaine tendance de la part des dirigeants yougoslaves qui, en toutes circonstances ont loyalement accepté la discussion sur toutes les idées émises par les membres de la délégation, à l'exception de certains de ces faiblesses. Lutte contre la bureaucratie en particulier par la diminution du nombre des fonctionnaires syndicaux et politiques, mise en discussion du problème des liaisons du mouvement ouvrier yougoslave et des mouvements révolutionnaires authentiques en France et dans le reste du monde. C'est dans cette voie, et dans cette voie seulement que la délégation française pense que se trouve le salut pour la Yougoslavie: l'isolement lui serait mortel. Au contraire, si les masses yougoslaves se sentent de plus en plus les éléments réels de la direction de l'Etat et si elles savent se souder au mouvement révolutionnaire prolétarien à l'échelle internationale, la Yougoslavie pourra progresser dans la voie du socialisme et affermir sa position face à l'impérialisme et face au Kominform.